

Brochure n° 3180 | Convention collective nationale

IDCC : 2111 | **SALARIÉS DU PARTICULIER EMPLOYEUR**

Brochure n° 3317 | Convention collective nationale

IDCC : 2395 | **ASSISTANTS MATERNELS DU PARTICULIER EMPLOYEUR**

Accord du 8 octobre 2020

relatif à l'organisation des réunions des CPPNI
durant la crise sanitaire liée à la Covid-19

NOR : ASET2150203M

IDCC : 2111, 2395

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FEPEM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FS CFDT ;

CSD CGT ;

FESSAD UNSA,

d'autre part,

Préambule

Dans le contexte sanitaire lié à la « Covid-19 », les partenaires sociaux du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile conviennent de la nécessité d'aménager les règles d'organisation des réunions des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation (CPPNI) pour les branches des salariés et assistants maternels du particulier employeur.

Afin d'assurer la continuité du dialogue social et de garantir la qualité des débats lors des négociations, tout en veillant à la préservation de la santé des partenaires sociaux et en limitant les risques de contamination, il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application de l'accord

Le présent accord couvre le champ d'application de :

- la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999 étendue par arrêté du 2 mars 2000 ;

- la convention collective nationale des assistants maternels du particulier employeur du 1^{er} juillet 2004 étendue par arrêté du 17 décembre 2004.

Article 2 | *Objet de l'accord*

Le présent accord a pour objet d'aménager, durant la crise sanitaire liée à la « Covid-19 », les modalités relatives à la tenue des réunions des CPPNI des branches professionnelles des salariés et des assistants maternels du particulier employeur qu'elles se réunissent séparément ou en inter CPPNI.

À cet effet, les organisations signataires du présent accord conviennent de déroger, pour une période limitée à la durée du présent accord, aux règles prévues :

- pour la branche des salariés du particulier employeur par :
 - l'accord du 21 novembre 2018 relatif à la mise en place d'une CPPNI au sein de la branche des salariés du particulier employeur, étendu par arrêté du 29 mai 2019 et le règlement intérieur pris pour son application ;
 - l'avenant du 21 novembre 2018 portant révision de l'article 1^{er} de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999, étendu par arrêté du 29 mai 2019 ;
- pour la branche des assistants maternels du particulier employeur par :
 - l'accord du 21 novembre 2018 relatif à la mise en place d'une CPPNI au sein de la branche des assistants maternels du particulier employeur, étendu par arrêté du 29 mai 2019 et le règlement intérieur pris pour son application ;
 - l'avenant du 21 novembre 2018 portant révision de l'article 1^{er} de la convention collective nationale des assistants maternels du particulier employeur du 1^{er} juillet 2004, étendu par arrêté du 29 mai 2019.

Il est précisé que l'ensemble des dispositions des textes susvisés demeurent pleinement applicables durant la période définie à l'article 5 du présent accord, lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une dérogation exceptionnelle prévue par le présent accord.

Article 3 | *Modalités dérogatoires d'organisation des réunions*

De façon dérogatoire, pendant toute la durée d'application du présent accord, les organisations signataires conviennent que les réunions de chaque CPPNI et de l'inter CPPNI se dérouleront à la fois en présentiel et en distanciel, par le biais d'un dispositif de visioconférence.

Dans le cadre des réunions de la CPPNI de la branche des salariés du particulier employeur, les règles de participation des représentants sont les suivantes :

- chaque organisation syndicale représentative dans le champ d'application de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999 choisit, pour siéger en présentiel, un représentant parmi ses représentants à la CPPNI désignés dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord.

Les autres représentants désignés pour siéger au sein de la CPPNI dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord participent à la réunion, à distance, par le biais d'un dispositif de visioconférence ;
- l'organisation professionnelle d'employeur représentative dans le champ d'application de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999 choisit, pour siéger en présentiel, quatre représentants parmi ses représentants à la CPPNI désignés dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord.

Les autres représentants désignés pour siéger au sein de la CPPNI dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord participent à la réunion, à distance, par le biais d'un dispositif de visioconférence.

Dans le cadre des réunions de la CPPNI de la branche des assistants maternels du particulier employeur, les règles de participation des représentants sont les suivantes :

- chaque organisation syndicale représentative dans le champ d'application de la convention collective nationale des assistants maternels du particulier employeur du 1^{er} juillet 2004 choisit, pour siéger en présentiel, un représentant parmi ses représentants à la CPPNI désignés dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord.

Les autres représentants désignés pour siéger au sein de la CPPNI dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord participent, à distance, à la réunion par le biais d'un dispositif de visioconférence ;

- l'organisation professionnelle d'employeur représentative dans le champ d'application de la convention collective choisit, pour siéger en présentiel, quatre représentants parmi ses représentants à la CPPNI désignés dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord.

Les autres représentants désignés pour siéger au sein de la CPPNI dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord participent, à distance, à la réunion par le biais d'un dispositif de visioconférence.

Dans le cadre des réunions de l'inter-CPPNI, les règles de participation des représentants sont les suivantes :

- chaque organisation syndicale représentative dans le champ de l'une et/ou l'autre des conventions collectives visées à l'article 1^{er} du présent accord choisit, pour siéger en présentiel, un représentant parmi ses représentants à l'une et/ou l'autre des CPPNI désignés dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord.

Les autres représentants désignés pour siéger à l'une et/ou l'autre des CPPNI, dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord, participent à la réunion, à distance, par le biais d'un dispositif de visioconférence ;

- l'organisation professionnelle d'employeur représentative dans le champ d'application de la convention collective choisit, pour siéger en présentiel, six représentants parmi ses représentants à l'une et/ou l'autre des CPPNI désignés dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord.

Les autres représentants désignés par l'organisation professionnelle représentative pour siéger à l'une et/ou l'autre des CPPNI, dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord, participent à la réunion, à distance, par le biais d'un dispositif de visioconférence.

Pour le cas où l'ensemble des représentants d'une organisation membre de la CPPNI assistait à la réunion à distance, celle-ci en informerait le secrétariat paritaire.

Pour chaque réunion, les membres de la CPPNI transmettent au secrétariat paritaire le nom du représentant choisi pour siéger en présentiel et la liste des représentants participant à distance.

Dans l'hypothèse où la situation sanitaire venait à se dégrader, rendant impossible la tenue en présentiel des réunions des CPPNI ou de l'inter-CPPNI, les représentants dûment désignés par leurs organisations dans les conditions prévues par les textes visés à l'article 2 du présent accord se réuniraient exclusivement en distanciel, par le biais d'un dispositif de visioconférence.

Article 4 | Déroulement des réunions

Il sera veillé, par tous, au bon déroulement des tours de parole afin de garantir la pleine expression de chacune des organisations syndicales et professionnelles.

Les moyens techniques mis en œuvre pour l'organisation des réunions en visioconférence doivent permettre la retransmission continue et simultanée des échanges.

Article 5 | Participation des représentants

Dans le cadre du présent accord, demeurent pleinement applicables aux représentants assistant aux réunions des CPPNI ou de l'inter-CPPNI en présentiel ou à distance, les règles relatives à la participation des représentants en CPPNI prévues par :

- l'article 3 du règlement intérieur de la CPPNI de la branche des salariés du particulier employeur du 10 décembre 2018 ;
- l'article 3 du règlement intérieur de la CPPNI de la branche des assistants maternels du particulier employeur du 10 décembre 2018.

Article 6 | Entrée en vigueur et durée de l'accord

Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

Il est conclu pour une durée déterminée de 9 mois à compter de la date de sa signature.

Il est convenu :

- en cas de prolongation de la crise sanitaire au-delà de cette période de 9 mois, d'en prolonger la durée d'application ;
- en cas d'amélioration de la situation sanitaire, d'en réduire la durée d'application.

La décision de prolongation ou de réduction de la durée d'application du présent accord est soumise aux mêmes conditions de validité que celles applicables pour la conclusion du présent accord.

Article 7 | Dénonciation et révision

Toute demande de révision du présent accord s'opérera dans les conditions fixées par les dispositions légales en vigueur.

De même, la dénonciation du présent accord s'effectue conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 8 | Notification et formalités de dépôt de l'accord

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent accord est notifié par lettre recommandée avec avis de réception à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires que nécessaire en vue de son dépôt auprès des services du ministre chargé du travail dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Il est convenu par les partenaires sociaux que le présent accord de méthode ne sera pas soumis à extension.

Fait à Paris, le 8 octobre 2020.

(Suivent les signatures.)